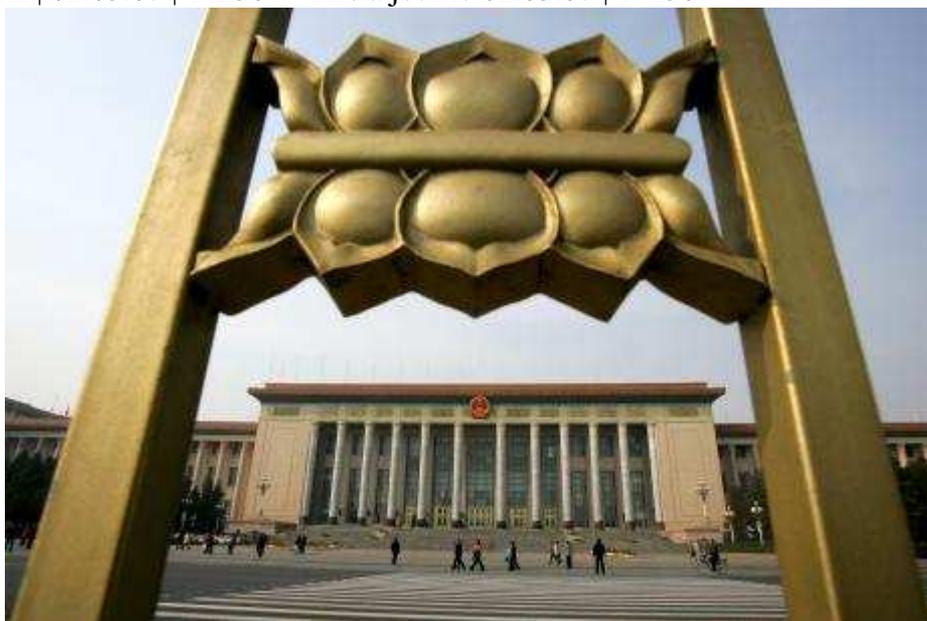


Pékin souhaite réformer les "camps de rééducation" afin de polir son image

LE MONDE | 02.03.07 | 14h50 • Mis à jour le 02.03.07 | 14h50



Le Grand Hall du peuple à Pékin, où s'ouvre le 5 mars la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire de Chine. AP/Greg Baker

Il ne s'agirait ni plus ni moins que d'"abolir le système de la rééducation par le travail" ! A la "une" du très officiel *China Daily* du jeudi 1^{er} mars, un article annonce que l'Assemblée nationale populaire (ANP), dont la session annuelle commence lundi 5 mars, va plancher sur un projet de loi visant à supprimer le tristement célèbre *laojiao* (camp de rééducation par le travail).

Ce système, appliqué depuis 1957, aurait, selon des organisations de droits de l'homme, permis d'envoyer dans des camps de "rééducation" quelque trois millions et demi de personnes en cinquante ans. Le *laojiao* est censé accueillir des personnes coupables d'infractions trop bénignes pour être traînées devant les tribunaux : elles y sont donc envoyées en vertu d'une décision purement administrative ouvrant la voie à tous les abus. A ce jour, il y aurait encore trois cent mille détenus "rééduqués" dans environ trois cents camps dispersés dans le pays.

Selon l'organisation Human Rights Watch in China, basée à Hongkong, deux tiers des prisonniers dans les centres du *laojiao* sont des drogués, des prostituées, des clients de ces dernières ou de petits délinquants. Le reste des détenus peuvent être assimilés à des

prisonniers politiques : la campagne des Cent Fleurs, (1956-1957) avait marqué le début de la mise en place à grande échelle du *laojiao* (sans doute 550 000 personnes alors placées en détention administrative).

En 1989, après le massacre de Tiananmen, les étudiants furent incarcérés dans les mêmes conditions. Aujourd'hui, dissidents, défenseurs des droits de l'homme et adeptes du mouvement mystique bouddhiste-taoïste Falungong forment un contingent important des camps de "rééducation". On estime qu'une vingtaine de milliers d'adeptes de Falungong auraient pu passer par ces camps depuis 1999.

"DÉSACCORDS" AU SEIN DE L'APPAREIL

Le *China Daily*, quotidien anglophone destiné à la communauté étrangère, explique que la Chine a "*cruellement besoin de trouver un substitut au système de rééducation par le travail*" qui, précise-t-il, aurait donné lieu "*à de nombreux abus*" et provoque des "*préoccupations légitimes*". En théorie, les détentions administratives ne peuvent excéder quatre ans. En réalité, il n'existe aucun cadre légal pour fixer la durée de la détention. Mais pour souligner que la volonté de réforme se heurte à des résistances, le *China Daily* évoque la permanence au sein de l'appareil de "*désaccords*" et de "*points de vue divergents*".

A Hongkong, le professeur Fu Hualing remarquait récemment, dans le quotidien *South China Morning Post*, que la réforme du *laojiao* permettrait d'"*humaniser le système et de le transformer en une école spéciale pour primo-délinquants afin de les aider à se réinsérer dans la société*". Cet expert est persuadé que Pékin est bien décidé à remplacer ce système par quelque chose de "*moins dur*". Ce débat interne autour du *laojiao*, - à ne pas confondre avec le système concentrationnaire du *laogai* - s'inscrit dans un débat plus large sur l'Etat de droit en Chine. Mais le fait que la presse chinoise reste silencieuse sur ce projet de loi indique que le régime est surtout soucieux de polir son image à destination de l'étranger avant les Jeux olympiques de 2008.

Bruno Philip

Article paru dans l'édition du 03.03.07.

<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3216,36-878201@51-848199,0.html> [lu en ligne le 02.03.2007]